

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 Orléans

Orléans, le 23/05/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CAPROGA**

190 bis rue Paul Doumer  
BP 357  
45200 Montargis

Références : 203/2024  
Code AIOT : 0010004183

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement CAPROGA implanté Les Fiettes 45290 Nogent-sur-Vernisson. L'inspection a été annoncée le 12/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAPROGA
- Les Fiettes 45290 Nogent-sur-Vernisson

- Code AIOT : 0010004183
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement exploité par la société C.A.PRO.GA. La Meunière est réglementé notamment au travers de l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2020.

Sur ce complexe céréalier implanté au lieu-dit « Les Fiettes » à NOGENT-SUR-VERNISSON, la société C.A.PRO.GA. La Meunière exploite les activités suivantes :

- rubrique 2160-1b, stockage de céréales en silos plats ; (régime de l'enregistrement)
- rubrique 4718-2, stockage de gaz inflammables liquéfiés ; (régime de la déclaration).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Transporteurs à bande	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.B	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
10	Contenu du permis feu	AP Complémentaire du 25/08/2016, article Art. 7.4.6.2	Demande d'action corrective	2 mois
11	Accumulation de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 10.I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
13	Moississures et germination des grains de céréales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 26.III	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	point 5- Cessation d'activité partielle	Code de l'environnement du 20/06/2022, article Art. R. 512-39-1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte
2	Point 5bis -	Code de	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	Porter à connaissance	l'environnement du 20/06/2022, article Art. R. 181-46.II		
3	Point 11- Gestion suites visite 07/06/2019- état des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article Art. 2.1.1, 4.2.3 et 7.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Point 16- Gestion suites visite 07/06/2019- surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Art. 3.1	Susceptible de suites	Sans objet
5	Double asservissement aspiration/manutention	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A	/	Sans objet
6	Dispositif de protection de la manutention	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.B	/	Sans objet
8	Contrôle des dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.C	/	Sans objet
9	Travaux d'entretien et de maintenance	AP Complémentaire du 25/08/2016, article Art. 7.4.6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : point 5-Cessation d'activité partielle

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/06/2022, article Art. R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, CESSATION D'ACTIVITE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 20/06/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> </ul>

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2022

#### **Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-5 du même code, conformément aux dispositions du chapitre 3 du titre I du règlement de la zone UE du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 juillet 2013, l'usage à prendre en

compte est le suivant :

- soit constructions à usage industriel, commercial et artisanal ;
- soit constructions à usage d'entrepôts et de bureaux.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- la vidange de toutes les capacités de stockage et l'évacuation des produits entreposés ;
- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;
- en cas de besoin, les modalités de mise en place de servitudes.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

#### **Constats :**

Lors des échanges à la suite de la visite du 20/06/2022, l'exploitant a transmis le 05/01/2023 la notification de cessation partielle d'activité pour les rubriques 2175, 4702, 4110, 4130 et 4331. Cet écart a donc été levé lors des échanges précédents.

Concernant l'ATTES SECUR relative à la mise en sécurité des installations, du fait du non respect des dispositions de la mise en demeure du 01/08/2022, Madame la préfète du Loiret a notifié à l'exploitant un arrêté d'astreinte journalière du 04/03/2023 prenant effet pour cet écart le 01/07/2023. Le 30/06/2023, l'exploitant a sollicité un report de délai de prise d'effet d'astreinte au 01/12/2023.

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le 21/12/2023 une ATTES SECUR relative à la mise en conformité des installations concernées par la cessation d'activité partielle précitée, établie le 17/12/2023 par la société IDDEA. L'ATTES SECUR n'amène pas de remarque particulière.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence d'un enrobé neuf et intègre au dessus des surfaces identifiées dans les diagnostics de pollution, conformément aux recommandations du bureau d'études IDDEA.

En conséquence, l'écart de la visite précédente est soldé. La disposition 3a2 de l'arrêté de mise en demeure du 20/06/2022 est respectée ainsi que l'article 2 de l'arrêté d'astreinte journalière du 04/03/2023. Aussi, la disposition relative au point 3a2 de l'astreinte journalière est abandonnée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

**N° 2 : Point 5bis - Porter à connaissance**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/06/2022, article Art. R. 181-46.II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, porter à connaissance de modifications des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 20/06/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance le 07/04/2023. Ce dossier n'amène pas de remarque de l'inspection.  <b>Aussi, l'écart de la visite précédente est soldé.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Point 11-Gestion suites visite 07/06/2019-état des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article Art. 2.1.1, 4.2.3 et 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, entretien et surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 20/06/2022</li> </ul>

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 01/02/2023

### **Prescription contrôlée :**

Prescription contrôlée :

Art.4.2.3

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure, par des contrôles appropriés et préventifs, de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Art. 2.1.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir, en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Art. 7.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels

### **Constats :**

L'exploitant a transmis un DOE le 15/03/2024 comprenant un plan de récolement des réseaux.

Selon les informations présentées par l'exploitant, la réhabilitation des réseaux est conforme au projet présenté dans le cadre de la cessation d'activité et de la création des locaux sociaux.

Ainsi, l'ensemble des eaux pluviales de voiries sont collectées sur 2 secteurs distincts entre le silo 2 et le silo 3. Les eaux pluviales ne transitent plus dans le fossé situé entre le site CAPROGA et le site FAURECIA. Les eaux sont rejetées au milieu au niveau de 2 points de rejets.  
Conformément au plan présenté, l'inspection a constaté la présence de 3 séparateurs hydrocarbures.

Ce DOE n'amène pas de remarque.

**Aussi, l'écart de la visite précédente est soldé et l'alinéa 1 du point 4 de la mise en demeure du 01/08/2022 est respecté (pour rappel, l'alinéa 2 du point 4 de la mise en demeure précitée a été soldé lors des échanges précédents).**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 4 : Point 16-Gestion suites visite 07/06/2019-surveillance de l'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Art. 3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Pendant les heures d'ouverture, l'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation

**Constats :**

L'exploitant a transmis la procédure «modalités de surveillance du réservoir GPL» le 15/03/2024.  
Cette procédure est incluse au plan d'intervention.  
L'inspection n'a pas de remarque.

**Aussi, l'écart de la visite précédente est soldé.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 5 : Double asservissement aspiration/manutention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations de transfert de grains
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés.  Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.  Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations d'aspiration qui y sont connectées : ces équipements ne démarrent que si les systèmes d'aspiration fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.
<b>Constats :</b>  cf annexe PdC n°5 et 6  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositif de protection de la manutention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.B
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations de transfert de grains
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes..[...]
<b>Constats :</b>  cf annexe PdC n°5 et 6  <b>Pas d'écart constaté.</b>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Transporteurs à bande**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.B</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transporteurs à bande</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]Les bandes de transporteurs sont non propagatrices de flammes. Elles respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005 ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008 et NF EN 12881-2, version juin 2008.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que le silo 1 est équipé de transporteurs à chaîne uniquement.</p> <p>Pour les silos 2 et 3, un transporteur à bande est présent dans l'espace sur cellules et en galerie sous cellules de chaque silo.</p> <p>Un transporteur à bande relie les silos 1 et 3 en extérieur et un transporteur à chaîne relie les silos 1 et 2 en extérieur.</p> <p>L'exploitant a présenté une attestation du 04/02/2019 du fabricant TRELLEBORG indiquant que la bande installée dans l'espace sur cellule du silo 3 est conforme à la norme ISO 340, donc non propagatrice de la flamme.</p> <p>Pour la bande de l'espace sur cellules et sous cellules du silo 2, pour la bande de la galerie sous cellules du silo 3 ainsi que la bande en aérien entre le silo 1 et 3, l'exploitant n'a pas présenté de justificatifs.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la date de mise en place de ces bandes sur les 2 transporteurs précités pour bénéficier d'une antériorité conformément à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26/11/2012.</p> <p><b>Ecart PdC n°7: L'exploitant ne justifie pas du caractère non propagateur de la flamme des bandes installées sur les transporteurs à bandes de l'espace sur et sous cellules du silo 2, de la galerie sous cellules du silo 3 et aérien reliant le silo 1 à 3. Il ne justifie pas non plus de l'antériorité de ces bandes prévue à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26/11/2012.</b></p> <p>Pour le silo 1, l'exploitant a présenté une attestation du 10/07/2023 établie par la société STIF mentionnant que la sangle d'élévateur de l'élévateur E3 est conforme à la norme ISO 340.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre les justificatifs attestant que les bandes précitées sont non propagatrices de la flamme ou justifier qu'elles ont été installées avant la parution de l'arrêté</p>

ministériel du 26/11/2012.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 8 : Contrôle des dispositifs de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.C
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des dispositifs de protection
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]Au minimum, annuellement et, le cas échéant, au démarrage des principales périodes de forte activité d'utilisation de ces équipements, un contrôle conformément à la procédure mentionnée à l'alinéa précédent est réalisé par une personne compétente.</p> <p>Les résultats de ces contrôles font l'objet d'un enregistrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un plan de maintenance des dispositifs de protection. La fréquence de contrôle est de 2 fois par an. Les contrôles sont enregistrés dans la GMAO. Si une anomalie est identifiée, une demande d'intervention est automatiquement générée vers le service maintenance. Le service maintenance établit alors une fiche d'intervention avec l'état d'avancement de l'intervention.</p> <p>L'exploitant a présenté le contrôle réalisé en mars sur le site de Nogent sur Vernisson. L'inspection n'a pas constaté d'anomalie sur le contrôle présenté.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Travaux d'entretien et de maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/08/2016, article Art. 7.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux et analyse de risque
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.</p> <p>Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source</p>

chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis d'intervention et éventuellement d'un permis de feu et en respectant une consigne particulière.  
Le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée.

Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué établir des permis de travail et/ou des permis feu lors de travaux sur le site.  
L'exploitant a présenté des permis feu pour des travaux par point chaud sur le site. Le contenu de ces permis est examiné au PdC n°10 du présent rapport.  
Les permis feu présentés sont standardisés et comprennent une analyse de l'environnement et des risques associés.  
L'inspection a constaté que les permis feu présentés sont signés par l'exploitant et par le prestataire.

**Pas d'écart constaté**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Contenu du permis feu**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/08/2016, article Art. 7.4.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Permis feu

**Prescription contrôlée :**

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance ;
- la durée de validité ;
- la nature des dangers ;
- le type de matériel pouvant être utilisé ;
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ;
- les moyens de protection à mettre en oeuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc...) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en

configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations ;
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

#### Constats :

Par sondage, l'inspection a examiné 3 permis feu (PF) :

PF n° 896 pour l'installation d'une plateforme dans le silo 1 du 28/11/2023,

PF n° 908 pour du découpage en pied de fosse d'élévateur 1 du 30/01/2024,

PF n° 911 pour le tronçonnage des guides du redler train du silo 14 du 14/03/2024.

L'inspection n'a pas détecté d'anomalies pour les permis feu 1 et 3.

Pour le permis feu 2 consistant à du découpage au chalumeau, l'analyse des risques mentionne un arrêt total des installations et un nettoyage de la zone de travaux. Néanmoins, aucun moyen de protection n'a été coché. Aussi, pour des travaux de découpage au chalumeau (flamme nue), il n'est pas recevable de ne pas prévoir a minima un extincteur. En effet, malgré l'absence de matières combustibles à proximité au vu du nettoyage préalable, les installations ne sont pas exemptes de matières combustibles telles que des chemins de câble. Aussi, ce permis n'est pas correctement rempli.

A noter que le permis feu mentionne la réalisation d'une ronde post travaux.

**Ecart PdC n°10: Le permis feu n°908 relatif à des travaux de découpage au chalumeau n'identifie pas de moyens de lutte incendie appropriés aux travaux.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 11 : Accumulation de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 10.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Poussières

#### Prescription contrôlée :

I. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter

<p>les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. [...]</p> <p>Toutes les parties du silo sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m<sup>2</sup>. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence et l'accumulation d'une quantité de poussière importante dans les espaces sur cellules des silos 2 et 3. L'épaisseur accumulée de poussières sur les différents éléments (chemins de câbles, moteurs, structure du bâtiment, passerelle) est de plusieurs centimètres.</p> <p><b>Ecart PdC n°11: Compte tenu de la présence importante de poussières dans les espaces sur cellules des silos 2 et 3, ces espaces ne sont pas régulièrement nettoyés et débarrassés des poussières accumulées.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier du nettoyage des espaces sur cellules des silos 2 et 3 (photos, registre de nettoyage ... )</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 12 : Propreté des installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un tas de céréales dans la fosse du pied d'élévateur du silo 2. L'exploitant a indiqué que ces céréales sont issues d'une fuite. Néanmoins, l'exploitant n'a pas procédé au nettoyage de ces céréales. De plus, la présence d'eau en fosse d'élévateur a contribué à la germination des céréales. L'exploitant doit être vigilant quant au nettoyage de ces tas de céréales qui peuvent présenter des risques d'incendie (autoéchauffement).</p> <p><b>Ecart PdC n°12: L'exploitant ne maintient pas propre la fosse d'élévateur du silo 2.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

L'exploitant doit justifier du nettoyage du pied d'élévateur du silo 2 (photos, registre de nettoyage ... )
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

**N° 13 : Moisissures et germination des grains de céréales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 26.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de moisissures et de céréales en germination. L'exploitant a indiqué que la différence de température dans l'espace sur cellule en fonction des conditions climatiques et du jour/nuit entraîne une condensation de l'humidité ambiante sur les structures et parois du silo. Cette condensation génère des gouttes d'eau tombant dans le grain.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que la présence de moisissures et de céréales en germination est un facteur aggravant pouvant entraîner des phénomènes de fermentation et donc d'autoéchauffement du grain.</p> <p><b>Ecart PdC n°13: Compte tenu de la présence de moisissures et de céréales en germination dans l'espace sur cellules du silo 3, l'exploitant ne s'assure pas que les conditions de stockage des produits n'entraient pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois